

Dignité

Délibérer

Debout

Durable



Décider

Débattre

Démocracie

[Sommaire]

[METROPOLISATION A HAUTS RISQUES ET DROIT A LA VILLE].....	6
[D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES].....	9
[FACE A L'URGENCE ECOLOGIQUE : PARTIR DU LOCAL !].....	11
[L'URGENCE DE (RE)FAIRE VILLE ENSEMBLE]	13
[DEFENDRE ET PROTEGER NOS COMMUNS]	17
[CHANGER LE CADRE DEMOCRATIQUE : REMETTRE LES HABITANTS AU CŒUR DE LA PRISE DE DECISION POLITIQUE].....	19
[MES NOTES]	25
[SIGNER]	26
[VOS PAROLES, NOTRE VOIX]	27

1^{ère} édition octobre 2019

Ce Manifeste écrit et réalisé par Villejuif Debout est un bien commun.
© Tous droits de reproduction réservés, sauf pour distribution gratuite sans modification.

Site : www.villejuifdebout.fr - Mail : contact@villejuifdebout.fr

   Villejuif Debout

[Manifeste Villejuif Debout ! Pour un Villejuif en CommunS]

Nous aimons Villejuif, ville mixte, accueillante et solidaire, à l'identité forte. Certaines, certains d'entre nous y vivent depuis longtemps, d'autres y habitent depuis peu. Mais nous avons en commun d'y être attachés et enracinés. Nous y avons nos familles, nos habitudes, nos cercles d'amis. Aujourd'hui, à l'heure de la Métropolisation du « Grand-Paris », nous sommes nombreuses et nombreux à nous sentir exclus des grandes décisions qui dessinent l'avenir de notre Cité.

[Métropolisation à hauts risques et Droit à la ville]

Il est difficile de reconnaître notre ville. Son identité est profondément altérée par des choix auxquels les habitants n'ont pas été associés. Pas une rue, pas une impasse n'échappe à la prédation immobilière. Les grues pullulent, le béton coule à flots. **Pour beaucoup, se loger et respirer à Villejuif relèvent de l'exploit.** Avec les constructions en chantier, la densité explosera sans que la question des soutenabilités écologique, sociale et financière, conséquences de cette **hyper-urbanisation**, n'ait été à aucun moment posée et tranchée par les habitants eux-mêmes.



Nos représentants élus trop attachés aux privilèges conférés par leurs mandats, décident seuls, dans l'opacité totale, loin des habitants. Abusant du pouvoir de décision qui leur a été délégué et reniant leurs promesses, ils ont permis à des multinationales de la promotion immobilière d'en savoir plus sur leurs projets pour la ville que n'importe quel citoyen bien informé. Ils n'ont que le mot « concertation » à la bouche, mais quel sens y-a-t-il à affirmer qu'on « concerte » lorsque tout est déjà ficelé et décidé par avance par une poignée d'élus ?

Sans contrepouvoirs reconnus et si rien n'est entrepris d'ici là, au lieu d'être le progrès pour tous qu'on nous avait promis, l'arrivée des deux nouvelles gares à Villejuif sera prétexte à exclure.

En premier lieu, exclure toujours plus loin ses habitants les plus pauvres. Surendetter, ensuite, ses catégories moyennes déclassées, au niveau de vie plombé par les prix

affolants de l'immobilier. Que dire, enfin, des quartiers « modernes », flambants-neufs, qui pousseront très vite près des gares et cohabiteront tant bien que mal aux alentours de copropriétés dégradées, de pavillons vieillissants et de cités HLM abandonnées ?

**Aujourd'hui, nous alertons
solennellement sur les risques du
tournant que prend notre commune.**

Car c'est toute une population qui risque demain de devenir étrangère à sa propre ville, alors qu'elle y a ses réseaux de solidarité, ses habitudes et que deux nouvelles gares la connecteront bientôt au réseau du *Grand Paris Express*. Si nous n'y prenons garde, Villejuif pourrait être fracturée par une ségrégation spatiale qui en fera une ville à plusieurs vitesses, où séparatisme social et entre soi menaceront à la fois sa cohésion et son identité de ville mixte et solidaire.

[D'autres choix sont possibles]

« La fin du moi, le début du nous ! »

D'autres solutions existent pourtant. Face à ces défis urbains, construire la ville résiliente de demain suppose de faire d'autres choix et d'emprunter d'autres voies. Avant tout, pour lutter contre l'impuissance et la résignation suscitées par cette inquiétante accélération, ralentir la ville est une nécessité. **Nous ne sommes pas opposés-es au développement de la ville, mais nous croyons au temps lent de la vraie démocratie.** Si notre ville accélère à ce point son développement, ne devons-nous pas prendre le temps de réfléchir, pour mieux définir ensemble les moyens de mesurer et maîtriser les impacts de cette croissance effrénée ? Partout ailleurs où elle s'est imposée, l'injonction à l'urbanisation rapide et sans fin a toujours méprisé la proximité, provoqué l'explosion des inégalités et usé les solidarités entre habitants déboussolés.

Pourtant, notre ville est riche d'atouts précieux. Cette richesse commune qu'elle soit immobilière (*bâtiments publics*), foncière (*terrains de la ville*) ou naturelle (*espaces verts*) est aujourd'hui mise en pièces et vendue à la découpe aux investisseurs immobiliers, indifférents aux besoins réels en logements des familles qui vivent à Villejuif. Avec la privatisation illégitime de nos **Biens Communs**, les décideurs actuels bâtissent des richesses privées, les yeux rivés sur les prix du mètre carré, qui ne cessent d'augmenter. Pendant que les habitants confrontés aux coûts exorbitants de la ville et de la vie, sont de plus en plus sélectionnés et triés par le marché. C'est pourquoi il nous faut de toute urgence reprendre la main sur les destinées de notre territoire. **Pour ses habitants, il en va du droit à la ville de demain, comme du droit de bien vivre sa ville aujourd'hui.**

Villejuif est bien à un carrefour de son histoire et les choix faits demain en notre nom seront cruciaux. Mais des outils existent pour non seulement garantir les équilibres de notre écosystème local, mais aussi permettre à celles et ceux qui le désirent de continuer d'habiter Villejuif. Encore faut-il en avoir la volonté politique.

[Face à l'urgence écologique : Partir du Local !]



Si le béton avance aussi vite, c'est que la place de la Nature dans notre ville recule. Et pendant ce temps, « La maison brûle », des fondations jusqu'au grenier. Jamais nous n'avons été aussi conscients de l'urgence de sauver notre planète. **Les dernières marches pour le climat, initiées par nos enfants, nous interpellent et nous**

obligent. Mais tout reste à faire. De l'étendue de nos espaces verts à sanctuariser, à l'air que nous respirons ; de nos modes de déplacement aux pollutions visuelles, sonores et atmosphériques ; de nos circuits d'approvisionnement alimentaires et en eau, aux énergies que nous utilisons pour nous chauffer, rien de ce que nous décidons localement n'est neutre pour notre environnement et la santé de nos enfants. **Et il n'y a pas de défi écologique qui puisse être relevé sans partir du premier échelon de proximité qu'est la ville.**

Il n'est plus l'heure de faire semblant. Peindre de fausses « pistes cyclables », poser des nichoirs et truffer de photos zoomées de nos parcs la gazette municipale, ne suffiront pas à limiter l'ampleur des chocs à venir. L'hypocrisie du **green washing** se délave vite sous le gris béton qui recouvre la ville, à cause de décisions mal pensées et imposées dans la précipitation. **Il y a urgence à agir : chaque décision d'un nouvel aménagement urbain doit être conditionnée à l'évaluation de ses impacts écologiques et sociaux, avant d'être souverainement validée par les habitants.**

[L'urgence de (re)faire ville ensemble]



A l'échelle de la commune, nos leviers d'action sont encore puissants en termes d'aménagement de l'espace, d'organisation de nos mobilités, de gestion de nos déchets, d'actions pour garantir propreté et verdissement de nos espaces publics. **Commun parmi les communs, la Nature en ville doit être protégée et défendue contre les tentations du tout béton.** Car la valeur d'usage sociale et écologique de nos espaces verts sera toujours plus importante que la valeur vénale des mètres carrés d'immeubles que leur bétonisation représenterait pour leurs acquéreurs privés.

Il est aussi urgent et possible d'œuvrer pour réduire la facture énergétique en limitant le gaspillage des ressources, d'aménager des corridors écologiques en cœur de ville, de repenser la place de la voiture dans la ville, de généraliser le bio à la cantine de nos enfants ou de soutenir les initiatives de l'économie sociale et solidaire en direction de l'éco-urbanisme.



A l'actuelle marchandisation de la ville et son corolaire : l'exclusion, préférons la promotion d'un écosystème résilient fait de circuits courts, fondé sur la coopération et la solidarité, le tout guidé par une démocratie locale revivifiée. Une démocratie locale, elle aussi, en circuit court, dans laquelle les habitants responsabilisés, redevenus acteurs, seraient au même niveau que les élus

et agents des services municipaux, pour définir et co-décider directement des contours de l'action publique réellement efficace, susceptible de répondre réellement aux besoins urgents des habitants tels qu'ils s'expriment !

Ce circuit court, c'est également celui que construisent et qu'empruntent les associations culturelles, sportives et d'économie sociale et solidaire de notre ville. A l'aide de leurs bénévoles, elles animent notre vie locale et coproduisent aux côtés de nos services publics et des agents territoriaux les réponses adaptées aux besoins des populations.

**Elles sont de toutes les initiatives
conviviales et festives, culturelles, et
éducatives qui donnent vie à notre
identité commune.**

Elles nous aident à habiter pleinement la ville et non pas simplement y résider. Souvent en première ligne, ces forces vives se mobilisent pour défendre nos biens communs et l'intérêt de tous. Dès lors, comment ne pas leur attribuer une

place de choix dans nos institutions démocratiques locales ? Comment ne pas en faire des partenaires à part entière de la définition, de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'action publique locale ? Comment ne pas instituer un véritable pacte de coopération entre la Municipalité, ses services publics et agents d'une part, les habitants et toutes les forces vives présentes sur notre territoire, d'autre part ?



[Défendre et Protéger Nos communs]

La question communale est plus de la moitié de la question sociale.

Benoît MALON

Il est aujourd'hui plus que nécessaire de renouer avec l'esprit des « Communs », ce qui suppose de considérer la ville comme un écosystème social collaboratif non marchandisable à administrer par le bas dans la collégialité, plutôt qu'un inventaire de ressources à gérer d'en haut.

Nos parcs, nos jardins familiaux, les lieux en friche, les lieux formels et informels de production et diffusion culturelles (Médiathèque, MPTs, Théâtre et Cinéma *R. Rolland*, nos écoles d'arts et conservatoires, etc.), la qualité de l'air, de l'eau, nos espaces publics de rencontre (places publiques, rues, quartiers, bistros, etc.) nos écoles publiques, nos futures universités, nos logements sociaux, nos quartiers pavillonnaires, nos hôpitaux, les archives communales, nos

données numériques, notre patrimoine architectural et culturel, nos paysages, nos équipements publics (gymnases, stades, piscine, etc.), nos centres de santé, nos transports collectifs actuels et futurs, etc.

C'est tout cela qu'en citoyens-usagers responsables nous considérons comme « Nos Communs Urbains ».

Les considérer comme tels, c'est affirmer qu'ils devront être gouvernés, gérés et administrés non par les seuls élus désignés par l'élection, mais aussi par celles et ceux qui en bénéficient et les utilisent quotidiennement, à savoir les habitants. Mais c'est aussi affirmer qu'ils ne pourront être privatisés ou a fortiori bradés à des intérêts économiques privés, par des élus qui ne disposent pas du monopole exclusif de l'intérêt général. Ils sont le contexte de notre reprise du pouvoir, en rendant possible le contrôle des habitants sur leurs élus.

[Changer le cadre démocratique :
remettre les habitants au cœur de la
prise de décision politique]

*Dans ma cité
je connais
le nom des arbres
je peux même
citer le prénom
des feuilles*
Philippe TAGLI

Dans le sillage de Nuit Debout, de « Notre dame des Landes », la mobilisation inédite des « Gilets Jaunes » reformule avec force l'urgence d'une refonte radicale de notre vie démocratique. Comment l'ignorer ? Vouloir une démocratie locale plus participative, plus délibérative, une démocratie d'interpellation, c'est déjà commencer à répondre efficacement aux urgences climatique, écologique, sociale et urbaine. **Il est aujourd'hui crucial de prendre conscience que nos années passées sur le**

terrain, à arpenter les rues de notre ville, à fréquenter tous ses lieux de vie, nous donnent une meilleure connaissance que tous leurs mandats réunis.

Croire qu'on peut agir sur la dimension urbaine sans affecter l'écosystème relève de l'illusion et de l'erreur. Croire que l'on va relever le défi écologique en ignorant la question sociale relève d'une faute. Faire sans les habitants pour relever tous ces défis est un non-sens. C'est pourquoi il faudra ouvrir tous les espaces politiques possibles, qu'ils soient des lieux identifiés (*espaces publics, salles municipales, salles de quartiers*) ou des espaces numériques (*civic-tech*) pour remettre les habitants au centre des processus de décision.



C'est l'une des conditions de la mise en place d'une administration et gestion partagées dans « l'horizontalité » de la coopération entre habitants,

acteurs du monde associatif, sportif, culturel et syndical, agents municipaux et futurs élus locaux, enfin redevenus des alliés et non des rivaux, comme aujourd'hui. L'écoute, le respect de la différence et la reconnaissance de tous les acteurs seront demain les principes au fondement de l'action d'une municipalité réellement démocratique. Inscrivons ensemble tous ces principes dans une constitution communale soumise à un référendum local. Ils redessineront les contours de notre démocratie locale.

Ni parti, ni mouvement social, ce projet s'articulerait autour d'une plateforme citoyenne créative, confluyente, collaborative ouverte à tous pour peu qu'on en partage les valeurs de tolérance, et d'égalité politique. Son but : rassembler les acteurs engagés dans la ville, fédérer les énergies au service du bien commun.

Il s'agirait là d'une véritable assemblée populaire, représentative de la population, qui viendrait guider, compléter et contrôler le travail des élus de demain ; un moyen transparent d'imposer leur fidélité à la volonté générale. **Il ne s'agit pas de se substituer aux représentants élus au conseil municipal, mais de faire en sorte que ce qu'ils votent ait été au préalable discuté par une assemblée d'habitants représentatifs de la diversité de la ville.** Les élus doivent à tout moment pouvoir rendre des comptes aux habitants et soumettre à la co-construction tout projet d'envergure qui n'aura pas été préalablement proposé dans un programme de mandature. Le référendum d'initiative citoyenne locale pourra d'ailleurs être actionné pour consulter la population.

Face à la dépossession du pouvoir de décision, **nous avons aujourd'hui besoin à Villejuif de plus de démocratie.** Elle ne se réduit pas aux seules élections auxquelles les citoyens participent peu. Nous vivons une crise grave de notre modèle de représentation politique. **Les habitants méfiants ont le sentiment d'être mal représentés et réclament le droit d'exprimer leur voix dans l'intervalle des élections.** Il nous faut collectivement prendre conscience qu'ensemble, dotés de notre expertise d'habitants, nous sommes celles et ceux que nous

attendions depuis longtemps. En effet, chaque habitant peu importe son âge, sexe, genre, religion ou origine sociale a pleinement le droit de prendre une part active aux décisions collectives qui affecteront sa vie quotidienne. C'est faire le pari que les habitants, notamment celles et ceux qui sont les plus éloignés des décisions politiques locales, puissent se saisir des affaires de leur commune.

**Nous ne sommes ni seuls, ni
anecdotiques. En toute conscience, nous
aspirons à être efficaces et à être
porteurs d'alternatives à venir. Forts de
notre diversité, nous affirmons notre
droit à dessiner, par le débat et le
dialogue enrichis de nos points de vue
divers, une autre ville, avec une autre
vision que celle qu'ils veulent nous
imposer.**

Véritable antidote contre les dérives autoritaires du pouvoir local, en rupture avec les logiques de guichets,

les tentations clientélistes et les risques de conflits d'intérêts, notre démarche vise à redonner foi et confiance dans la démocratie locale.

Nous aimons Villejuif. Et nous appelons toutes celles et tous ceux qui veulent reconstruire la vie démocratique de notre ville à mettre de côté leurs appartenances partisans, pour se rassembler autour de ce projet porteur des transformations écologiques et sociales dont la ville a grand besoin. A Villejuif, n'est-il pas coutume de dire que « Tout cède à notre union » ?



[Signer]

www.villejuifdebout.fr/signer



[Vos paroles, notre voix]

« Je signe parce que Villejuif Debout! incarne enfin la possibilité de retrouver espoir dans l'action politique locale à Villejuif, respectueuse des différences et soucieuse de l'expression de la diversité des points de vue [...] »

A.B.

« J'ai signé ce manifeste parce que j'en partage la vision et les valeurs [...]. Je crois qu'il est grand temps qu'une organisation politique de proximité laisse toute sa place à l'expression des habitants via un travail collaboratif et inclusif pour imaginer, concevoir et bâtir ensemble des pratiques solidaires qui seront les solutions aux défis sociaux et écologiques que notre commune devra relever [...] »

J.P.

« Je viens de lire le Manifeste auquel j'adhère sans restriction ! Il s'agit d'un texte, bien pensé et qui donne envie de s'engager car il se place au-delà du marigot des politiciens locaux ! C'est un texte Politique au sens fort du terme et non politicien. Certes il est ambitieux mais il est fondateur de quelque chose de nouveau. Bravo ! »

G.P.

« LA FIN DU MOI, LE DÉBUT DU NOUS ! »



VillejuifDebout.fr
ÇA DÉPEND DE NOUS !

contact@villejuifdebout.fr +33 7 49 49 99 51

 villejuifdebout  villejuifdebout